

Prise de parole Solidaires à la manifestation à Paris contre l'accord UE-Mercosur à l'initiative de la Confédération Paysanne, le 14 octobre 2025

Pour Solidaires, il était impératif d'être là aujourd'hui pour faire barrage aux accords de libre échange et de tout faire pour empêcher la ratification de l'accord UE Mercosur.

Les accords de libre-échange sont un danger pour les travailleurs et travailleuses de tous les peuples concernés.

Dans les pays du Mercosur, les peuples qui s'opposent à l'agriculture intensive et à la déforestation sont violemment réprimés, au mépris des droits humains et ce sont des armes de guerre qui leur sont opposées.

Les accords de libre-échange sont un danger pour le monde agricole en Europe : ils instaurent <u>une concurrence déloyale</u> qui pèse sur les revenus, qui empêchent salarié-es et paysan-nes de vivre décemment de leur travail.

Les accords de libre-échange sont un danger pour notre santé. Ce sont des produits alimentaires qui seront importés <u>sans garantie sociale ou environnementale</u>, <u>notamment sur l'usage de pesticides interdits sur le sol européen</u> parce que destructeur de notre santé, de celles des travailleurs du monde agricole, et de la biodiversité.

Les accords de libre-échange empêchent la relocalisation indispensable de la production agricole, nécessaire pour la réduction des gaz à effets de serre dûs au transport de marchandise, nécessaire pour notre souveraineté alimentaire, nécessaire pour le monde paysan.

Enfin, les accords de libre-échange sont des accords climaticides et écocides. Ils favorisent la destruction de la forêt amazonienne, qui est un puits de carbone. Ils détruisent la biodiversité.

La ratification de l'accord UE-Mercosur se ferait au mépris total de la démocratie, sans consultation des Parlements des pays européens, sans prise en compte des aspirations légitimes des travailleurs et travailleuses européennes pour un autre modèle agricole. Nous voulons une démocratie alimentaire pour une alimentation de qualité, sous contrôle des travailleurs et travailleuses.

La répression s'abat aussi sur les défenseurs d'un autre modèle agricole ici, puisqu'aujourd'hui c'est le procès de 2 camarades poursuivis suite à une action syndicale de la Confédération paysanne au Grand Palais. L'Union syndicale Solidaires soutient ses camarades.

En nous opposant aujourd'hui à l'accord UE-Mercosur, nous défendons, avec l'Alliance

écologique et sociale, la relocalisation des productions agricoles, avec le maintien d'une agriculture paysanne plus sobre en transport, plus créatrice d'emplois.

Nous exigeons une autre agriculture, sans pesticides, sans pollution, sans déforestation, protectrice du climat et de la biodiversité.

Nous appelons à renforcer nos luttes communes pour le bien commun de l'ensemble de la population, et pour les travailleurs-euses du monde agricole!